



“Nous avons encore un long chemin à parcourir ensemble” déclare Danielle Mitterrand à Maryam Radjavi



Danielle Mitterrand chaleureusement accueillie à son arrivée au CNRI à Auvers-sur-Oise



Maryam Radjavi remet à Danielle Mitterrand une médaille de la Cité d'Achraf en Irak qui abrite 3400 membres de l'OMPI

Violences de l'ambassade du régime à Neauphle-le-Château



*L'ambassadeur du régime aux prises avec la gendarmerie
Lire page 3*

Le Parisien (Val d'Oise), 3 février - Danielle Mitterrand a rendu visite à Maryam Radjavi, leader du Conseil national de la Résistance iranienne le 2 février à son siège d'Auvers-sur-Oise. En présence d'une centaine de personnes, dont de nombreux habitants d'Auvers, la veuve du président François Mitterrand a réitéré son soutien à la résistance iranienne. « Le rôle de France Libertés est d'être à côté des peuples qui souffrent », a plaidé la présidente et fondatrice de cette association qui a participé à de nombreux combats (...) « Nous avons encore un long chemin à parcourir ensemble. Espérons que l'on pourra l'écouter » a ajouté Danielle Mitterrand devant une assistance émue et heureuse de sa présence. « Vous êtes un symbole pour les hommes et les femmes de notre résistance, j'espère qu'un jour, on pourra vous inviter dans un Iran Libre », a conclu Maryam Radjavi, assurant que « jamais la liberté n'a été aussi proche ».

Téhéran, 1er février - La jeunesse courageuse a mis le feu au portrait du guide suprême du régime, Khamenei, sur une bannière posée sur le passage aérien rue Navab - Dam Pezechk.



Les eurodéputés solidaires du soulèvement en Iran

Une réunion a été organisée le 3 février au Parlement européen par l'intergroupe des « Amis d'un Iran libre », qui bénéficie du soutien de plus d'une centaine d'eurodéputés de groupes politiques divers, en solidarité avec le soulèvement actuel de la population en Iran.

Alejo Vidal-Quadras, vice-président du Parlement européen, a déclaré que « l'annonce faite par Ebrahim Raïssi, Premier Adjoint du système judiciaire du régime iranien, comme quoi neuf autres personnes arrêtées lors de la révolte « seront exécutées prochainement », souligne la nécessité d'une réaction urgente de la communauté internationale contre ce régime, en particulier de l'Union européenne. Le procès des membres de l'OMPI et des partisans accusés d'être *mohareb* (signifiant en guerre contre Dieu) et leur exécution, nous rappelle l'étiquette de terroriste que leur avait collée l'Occident en absence de toute procédure judiciaire ou à la demande du régime iranien. Il a fallu huit ans et des ordonnances répétées de la justice pour que les versions britanniques et européennes de l'étiquette *mohareb* soient retirées de l'OMPI ».

Abolghassem Rezaï, une figure majeure de l'opposition, membre du Conseil national de la Résistance iranienne (CNRI) a déclaré : « Il est clair que cette dictature religieuse est absolument incapable de se réformer et n'est pas prête à faire la moindre concession à la population. Car tout compromis ou concession accélérera le renversement du régime. Moussavi et Karoubi, les deux candidats vaincus de l'élection présidentielle controversée, ne veulent pas résister à Khamenei et cherchent en fait

“
L'étiquette de *mohareb* (ennemi de Dieu) passible de la peine de mort nous rappelle l'étiquette de terroriste que l'occident avait collée à l'OMPI en absence de toute procédure judiciaire ou à la demande du régime iranien.

Alejo Vidal Quadras vice-président du PE



Réunion au Parlement européen de l'intergroupe des Amis d'un Iran Libre le 3 février

à empêcher le soulèvement de mener à un changement de régime. Khamenei et sa faction leur tournent le dos et ne sont pas du tout disposés à faire des compromis. » M. Rezaï a ajouté que « les responsables gouvernementaux ont dit que la révolte de l'Achoura était l'œuvre de l'OMPI. Auparavant, le régime s'efforçait de ne pas mentionner le nom de l'OMPI, mais la situation est telle désormais qu'il accuse ouvertement l'OMPI d'avoir mené les dernières manifestations. »

Struan Stevenson, eurodéputé et président de l'intergroupe des Amis d'un Iran libre, a déclaré que « l'Occident doit reconnaître que le jeu sans fin du chat et de la souris joué par Ahmadinejad a atteint ses limites. Juste au moment où la Chine et la Russie étaient sur le point d'accepter de nouvelles sanctions de l'ONU faute d'avoir obtenu des concessions des mollahs sur leur programme nucléaire,

Ahmadinejad se pointe tout à coup avec un accord de compromis pour laisser l'uranium iranien être enrichi hors d'Iran. Il a calculé que cela allait semer le doute dans l'esprit du lobby pro-sanctions et il prie pour qu'ils optent une fois encore pour la complaisance et davantage de dialogue. S'ils le font, ils vont tout simplement offrir plus de temps à Ahmadinejad pour achever la construction de missiles nucléaires, avec pour cible Israël et même l'Europe. L'Occident doit voir cette mascarade et frapper durement les mollahs avec des sanctions sévères avant qu'il ne soit trop tard.

L'Europe devrait mettre en avant d'abord les droits de l'homme et non l'argent. Les Américains doivent retirer l'OMPI de leur liste des organisations terroristes afin que le gouvernement fasciste de Téhéran ne puisse plus utiliser cette excuse facile pour exécuter les manifestants. »

Le lancement de satellites, une couverture pour des missiles à capacité nucléaire

Le tapage du régime autour des satellites est une démonstration de force vaine et trompeuse. De cette manière, les mollahs veulent mettre en avant des progrès scientifiques pour cacher des tirs d'essai de missiles capables de transporter des ogives nucléaires.

Les satellites sont fabriqués par le groupe industriel MOTA'AL (Centre de recherche

supérieur d'électronique) dépendant du ministère de la Défense. Ce groupe est situé à Téhéran, dans la rue Pasdaran, au sein de la garnison Behechti (près de la fabrique de munitions). Le ministère de la Défense utilise aussi les universités des Sciences et de l'Industrie, Amir-Kabir et Charif dans la fabrication de satellites.

Malgré sa propagande

trompeuse, le régime connaît des difficultés sérieuses dans la fabrication et le lancement dans ce domaine. La plus grande difficulté étant que ses missiles ne sont pas capables d'envoyer un engin à plus de 300 km d'altitude. C'est pourquoi les satellites mis en orbite, comme *Omid*, se détruisent après peu de temps. L'altitude nécessaire aux satellites de

communication est de 600 à 700 km.

Les sanctions qui l'empêchent d'avoir accès à des pièces détachées et à la technologie avancée créent de sérieux problèmes au régime. Les experts des projets satellites mettent en avant les défauts des pièces et disent qu'il y a une différence capitale entre les tests en laboratoire et la réalité dans l'espace.

Le n°2 du judiciaire annonce l'exécution prochaine de neuf prisonniers politiques

Le n° 2 du système judiciaire du régime des mollahs Ebrahim Raïssi, outre ses déclarations mensongères comme quoi les deux prisonniers politiques exécutés le 28 janvier «avaient été arrêtés dans les dernières émeutes », a déclaré dans le but d'intensifier le climat de terreur à l'approche du 11 février, que « neuf autres personnes seront bientôt exécutées ». Il a souligné que toutes les mesures seraient prises pour empêcher le moindre trouble le 11 février.

Raïssi qui a fait partie du comité de la mort et a été un des principaux auteurs du massacre de 30.000 prisonniers politiques en été 1988, a martelé que « le système judiciaire traitera avec sévérité ceux qui portent atteinte à la sécurité

Onze prisonniers politiques condamnés à mort pour "guerre contre Dieu" par voie de sympathie ou de contact avec l'OMPI et activités de propagande contre le système en faveur des Moudjahidine.

publique, les auteurs de troubles et ceux qui sapent les fondements [du régime] ». Il a ajouté que le système judiciaire a réorganisé l'ensemble de ses troupes et mis à l'ordre du jour d'identifier avec fermeté les auteurs des troubles récents. Il a souligné que « l'esprit du système judiciaire est de traiter le plus rapidement possible les dossiers » et « de s'occuper jusqu'au bout des auteurs de troubles pour les déraciner ». (Agence de presse officielle Fars, 1er février)

Ce procureur criminel a énuméré les charges pesant contre onze prisonniers politiques condamnés à mort et d'autres détenus en cours de jugement, précisant notamment « *Moharebeh* (guerre contre Dieu) par voie de sympathie ou de contact avec

l'OMPI, association et collusion contre la sécurité nationale (...) activités de propagande contre le système en faveur des ennemis, des Moudjahidine et des terroristes ».

Le régime des mollahs essaie en vain par la prison et la torture d'empêcher le développement du soulèvement, mais au contraire cela va raffermir la détermination du peuple à poursuivre l'insurrection jusqu'au changement total du régime des mollahs.

La Résistance iranienne souligne que tout retard de la communauté internationale à prendre des mesures fermes contre ces crimes, encourage les mollahs à poursuivre et intensifier la répression sauvage et le massacre de la population et de la jeunesse insurgées d'Iran.

Condamnés à mort pour être allés au camp d'Achraf

Les sites Saham News et Kalameh affiliés à Mehdi Karoubi et Hossein Moussavi ont annoncé le 30 janvier que le régime se préparait à exécuter cinq prévenus du soulèvement de l'Achoura (27 décembre) condamnés à mort par le juge Salavati. Parmi ces cinq prévenus, outre trois personnes accusées notamment de s'être rendues au camp d'Achraf et dont les aveux télévisés ont été diffusés, il y a un homme et une femme qui ont la cinquantaine.

Ils auraient un enfant au camp d'Achraf et les frères de cet homme auraient également été exécutés au début de la révolution parce qu'ils appartenaient à l'OMPI. La rumeur circule qu'ils seront exécutés avant le 11 février à Téhéran.

Les manifestations persistantes des familles forcent le régime à libérer des prisonniers

A l'approche de l'anniversaire du 11 février et pour contrer la vague de colère populaire, le régime a été contraint sous la pression des manifestations continues des familles de prisonniers politiques, de relâcher un petit nombre de manifestants arrêtés. Ces remises en liberté sont intervenues du 30 janvier au 2 février. Cependant elles ont lieu à un moment où le pouvoir a condamné à mort des détenus sous l'accusation de « guerre contre Dieu » et que beaucoup d'autres sont jugés sur les mêmes charges. Les détenus relâchés ont affirmé que le mouvement courageux des familles soutenu par l'ensemble des Téhéranais se poursuivra jusqu'à la libération de tous les prisonniers politiques. Voilà sept mois que

Les détenus relâchés ont affirmé que le mouvement soutenu par l'ensemble des Téhéranais se poursuivra jusqu'à la libération de tous les prisonniers politiques



Familles devant la prison d'Evine

les familles protestent devant le tribunal de la révolution, le bureau du procureur et la prison d'Evine. Chaque samedi également, elles se rassemblent sur la place Abnama du parc Laleh de Téhéran pour réclamer la libération sans condition de tous les prisonniers politiques.

La Résistance iranienne appelle la communauté internationale à condamner la répression, les arrestations, la torture et les exécutions de manifestants en Iran. Elle l'appelle également à adopter des mesures contraignantes contre le régime des mollahs. Il faut rompre les relations politiques et économiques avec ce régime barbare jusqu'à la fin des arrestations arbitraires, de la torture, des exécutions et des violations des droits de l'homme.

Violences de l'ambassade du régime à Neauphle-le-Château

Ce dimanche 31 janvier, une manifestation a eu lieu à Neauphle-le-Château, dans les Yvelines, en parallèle des commémorations du départ de Khomeiny qui, il a 31 ans, quittait ce village pour rentrer en Iran. Mais cette année des manifestants attendaient la délégation officielle de l'ambassade et c'est aux cris de "mort au dictateur" que l'ambassadeur du régime a été accueilli. Comme on pouvait s'y attendre, il n'a

pas pu le supporter et les invectives on vite tourné à la violence. La gendarmerie s'est interposée ce qui a encore plus énervé l'ambassadeur, pas habitué au respect de la loi. Selon les témoins il aurait frappé un gendarme qui aurait répliqué. Triste spectacle d'un régime intolérant qui ne sait réagir que par la violence et le déni des droits les plus élémentaires, comme la liberté d'expression, de rassemblement et de manifestations.

Lar : cinq jours de révolte, 40 blessés

La révolte courageuse de la population de Lar, dans le sud de l'Iran, s'est poursuivie vendredi 5 février. Entamé le lundi 1er février en réaction à des actes frauduleux du régime dans un découpage territorial, le mouvement s'est étendu à toute la ville où règne un couvre-feu officieux. Vendredi les protestations étaient si intenses que les mollahs n'ont pu célébrer la prière hebdomadaire. Une foule immense, s'étendant à perte de vue s'était rassemblée devant la mosquée et lançait des slogans hostiles au pouvoir.

La veille au soir, des unités de la garde spéciale avaient tiré avec des armes à grenailles sur les protestataires, faisant au moins 40 blessés. Les agents avaient chargé la foule à coups de matraques, blessant notamment des enfants, des femmes et des personnes âgées. Vendredi midi, la population en colère a répliqué aux violences de la veille, en attaquant le centre des Forces de sécurité de l'Etat de la ville. Les agents ont pris leurs jambes à leur cou, fuyant la foule en colère.



Révolte à la ville de Lar, dans le sud de l'Iran le 4 février

Maryam Radjavi appelle à rendre hommage aux martyrs du jour de l'Achoura

Maryam Radjavi, présidente élue de la Résistance iranienne a adressé un message au peuple d'Iran diffusé par une chaîne satellite. Elle appelle ses compatriotes à saisir l'occasion du 40^e jour de deuil de l'Achoura pour rendre hommage aux martyrs tombé le 27 décembre 2009. Elle leur a demandé de se souvenir des femmes et des hommes qui ont sacrifié leur vie, assassinés par les bourreaux du régime, et de se rendre sur leurs tombes pour y déposer des fleurs.

Ces 40 derniers jours avec des arrestations massives, davantage de tortures, des simulacres de procès, des aveux forcés et d'autres manœuvres répressives, le régime a tenté de bloquer la poursuite du soulèvement. Les femmes et les jeunes filles dans les prisons font l'objet d'une double répression.

Elle a estimé que l'exécution des prisonniers politiques sous l'accusation de *Mohareb* ou « ennemi de Dieu » reflète le

moral de vaincu du régime face aux forces de la société qui se libèrent. Si s'opposer au régime des mollahs, a-t-elle dit, revient à être « *Mohareb* » ennemi de Dieu, alors aujourd'hui l'ensemble du peuple iranien qui exige le changement du régime du guide suprême, est *Mohareb*. Mais si par le terme de *Moharebeh*, le régime entend « livrer une guerre à Dieu », le premier à qui ce terme s'adresse c'est bien le régime sanguinaire du guide suprême qui a piétiné toutes les normes divines et humaines, et qui a souillé l'Islam, l'histoire de l'Iran et celle de l'humanité.

Mme Radjavi a salué les mères des martyrs et des prisonniers, ainsi que les femmes courageuses en première ligne des manifestations qui jouent un rôle d'avant-garde et de leadership. Il ne fait aucun doute que les Iraniens feront de ce jour de recueillement un nouveau coup porté au pouvoir du guide suprême et qu'ils poursuivront ce soulèvement jusqu'à la victoire finale.

Marche en soutien au soulèvement en Iran, en défense des prisonniers politiques et des condamnés à mort. Avec nos compatriotes épris de liberté, partout dans le monde, nous appelons à manifester en solidarité avec les Iraniens et contre la répression sanglante. Rassemblement sur la place de la République à Paris puis marche jusqu'à la Bastille.

